

Migrations et petit Etat anglophone de la Caraïbe : quelles stratégies gouvernementales d'intégration sociale de la diaspora dominiquaise ?

Bruce JNO-BAPTISTE

Docteur de l'Université Paris IV-Sorbonne
Crillash (Centre de Recherches Interdisciplinaires en Lettres, Langues, Arts et Sciences Humaines), Université des Antilles et de la Guyane, Campus de Schoelcher, Martinique

Mots-clés : Diaspora - Développement - stratégies identitaires- Caraïbe

Introduction

Migration et développement sont deux notions fort significatives de la dynamique identitaire et humaine à l'œuvre dans la Caraïbe post-coloniale. Les grandes mutations économiques et politiques telles que la mondialisation, la décolonisation et l'accession à l'indépendance, ainsi que le désir d'un mieux-être, ont toujours renforcé le phénomène des mouvements migratoires humains. Face à ces évolutions, la Caraïbe est depuis les années 60, période des premières accessions à l'indépendance, confrontée à la double problématique du développement et de l'identitaire après des années sous contrôle des anciennes puissances coloniales européennes, française puis britannique.

L'article explore les voies du développement humain durable dans le contexte post-colonial, pour mieux mettre en relief les stratégies identitaires des petits Etats caribéens qui accèdent à l'indépendance dans les années 1970, et qui, depuis, cherchent à apporter des réponses à la question du lien entre migration, identitaire et développement. C'est en ce sens que les jeunes Etats-nations de la Caraïbe anglophone sont un véritable laboratoire d'observations des stratégies identitaires élaborées en vue de se positionner face au défi de la mondialisation économique et culturelle.

La présente réflexion éclaire le rôle d'affirmation identitaire attribué aux peuples diasporisés perçus en termes de "nouveaux agents du changement social et du développement insulaire"¹. L'exemple du petit Etat de la Dominique met l'accent sur la dynamique des relations entre le pays d'origine et sa diaspora dans un contexte de prise de conscience de

¹<http://www.caribbean360.com/travel/caribbean-call-to-build-diaspora-bridges>

l'influence que peut avoir cette dernière pour un développement humain, économique et social durable. Cette analyse permet aussi de conforter une définition de plus en plus admise de la Caraïbe, qui met en avant la réalité d'une communauté transnationale qui embrasse toute la diaspora caribéenne à l'étranger.

C'est ainsi que notre terrain d'étude privilégié, le Commonwealth de la Dominique, apporte des réponses aux deux questions suivantes : Quelles sont les stratégies d'intégration sociale du petit Etat de la Dominique en faveur de sa diaspora, depuis son entrée dans le troisième millénaire (2000-2014) ? D'autre part, en quoi les récentes stratégies gouvernementales sont significatives de l'évolution de la représentation culturelle de la diaspora dominiquaise ?

L'île de la Dominique qui se situe dans les Petites Antilles est le premier Etat des Amériques à voir une femme occupée le poste de *Prime Minister*/Premier Ministre, Dame Eugenia Charles, qui sert de 1980 à 1995. En 2004, la Dominique se distingue, à nouveau : Roosevelt Skerrit, *Prime Minister*, âgé de 31 ans, devient le plus jeune chef de gouvernement du monde.

Intégrée au sein de l'éphémère Fédération des Antilles britanniques en 1956, la Dominique obtient le statut d'Etat associé par le Royaume-Uni en 1967. En 1978, l'année de son accession à l'indépendance, elle devient membre du Commonwealth. En 2012, l'île compte 72 000 habitants². A la Dominique, l'héritage britannique, qui se traduit surtout dans la vie politique et dans la langue officielle, l'anglais, n'a pas éclipsé le legs de la colonisation française, comme en témoignent le maintien de la religion catholique et l'usage de la langue créole.

En ce qui concerne ses relations internationales, la Dominique est membre du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de la CARICOM (*Caribbean Community and Common Market*) en 1974, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de l'OECS (*Organisation of Eastern Caribbean States*) en 1981, de l'OAS (*Organization of American States*), des Nations Unies et de l'Organisation Mondiale du Commerce. Aujourd'hui elle est très engagée avec la Chine après avoir coupé tous liens diplomatiques avec Taïwan en 2004. En juin 2006, elle intègre la *Caribbean Oil Alliance* (PetroCaribe) qui est une alliance entre les pays des Caraïbes et le Venezuela, premier exportateur de brut latino-américain, leur permettant d'acheter le pétrole à ce dernier à des conditions de paiement préférentielles. Cette alliance a été créée en juin 2005 et regroupe

² Source : <http://thecommonwealth.org/our-member-countries/dominica>

actuellement 18 pays.

Renforcée par ses nouvelles relations diplomatiques avec la Chine, la Dominique se voit attribuée une aide de 122 millions de dollars en 2004³. Cette aide financière est destinée à des projets de développement à savoir la construction du Windsor Park Stadium et une nouvelle route établissant la liaison entre les deux villes principales Roseau au sud et Portsmouth dans le nord. En 2013⁴, le gouvernement Chinois accorde de nouveau son aide à hauteur, cette fois, de 300 millions de dollars pour la construction d'un nouvel aéroport international, d'un hôpital et d'un nouvel hôtel au sein de la capitale Roseau.

Entre 1959 et 1962⁵ environ 14% de la population dominiquaise qui comptait alors 61 782 habitants immigrerent au Royaume Uni. Les ravages du cyclone David en 1979 accentuent cette migration et entre 1981 et 1993, un quart de la population quitte l'île privilégiant des destinations telles que les Etats-Unis ou le Canada.

Selon le MIF (Multilateral Investment Fund) qui est membre de IDB (Inter-American Development Bank), en 2013⁶ les transferts des migrants vers la Caraïbe et l'Amérique Centrale sont plus importants par rapport à l'année précédente. Ces transferts qui en 2013 représentent 61,3 milliards de dollars ont un rôle considérable dans l'économie des pays d'origine. Le rapport précise que les nations européennes, anciennement puissances coloniales, sont l'une des principales sources des transferts financiers de la diaspora vers la Caraïbe, notamment celles qui partagent des liens économiques et culturels avec les petits Etats de la région (le Royaume Uni, l'Espagne ou encore les Pays-Bas). Notons que l'afflux de transferts le plus important provient des Etats-Unis et de l'Espagne.

Ces transferts sont une importante source de revenus pour des millions de famille. Ils leur permettent de jouir d'un niveau de vie plus élevé ayant la possibilité de financer des biens de consommation, l'éducation, la santé, le logement et dans certains cas des mini-entreprises familiales. Ces transferts permettent aussi à certaines familles de vivre à peine au dessus du seuil de pauvreté.

Actuellement, il est admis qu'environ 200 000 Dominicains vivent à l'étranger : 40% aux Etats-Unis ; environ le même pourcentage se trouve ailleurs dans la Caraïbe et le reste se partageant entre le Royaume Uni et le Canada. Les fonds provenant de la diaspora

³ Source : <http://thedominican.net/articles/dachina.htm>

⁴ Source : <http://dominicanewsonline.com/news/homepage/news/economy-development/pm-skerrit-inks-us300-million-deal-china/>

⁵ Home again, stories of migration and return. Celia Sorhaindo and Polly Pattullo. Papillote Press, 2009, p.vi

⁶<http://www.fomin.org/HOME/News/PressReleases/tabid/467/ArticleID/2363/ArtMID/3819/language/en-US/Default.aspx>

dominiquaise sont importants et ont été estimés en 2010⁷ à EC\$80 millions par an. Enfin, la Dominique possède un des taux de migration les plus importants au monde, avec plus de 80% de sa main d'œuvre diplômée (secondary education) candidate à la migration au départ.

Cependant, quel que soit son âge, le citoyen dominiquais revenant à la maison, participe généralement à la dynamique du pays. En guise de reconnaissance à sa diaspora comme ressource cruciale, entre 2006 et 2008, le gouvernement de la Dominique propose un *Growth and Social Protection Strategy* qui présente les politiques, plans et autres programmes ayant pour but de favoriser le développement social et économique et d'encourager un large partenariat avec tous les citoyens.

En 2010, le Ministère du Commerce, de l'Emploi, de l'Industrie et des Affaires de la Diaspora de la Dominique publie sa première *Diaspora Policy* qui reconnaît l'importance de cette force transnationale et de sa contribution dans le développement économique et social de l'île. Ces mesures ont pour but de favoriser l'intégration de la diaspora dans le développement national. Il est à noter que le gouvernement conclue qu'il faudrait progressivement considérer la fuite des cerveaux dont sont victimes les petits Etats comme la Dominique, avec plus d'optimisme que de pessimisme. Il est désormais question de voir la diaspora comme une force intellectuelle et technique mise à disposition des pays concernés, un peu comme une sorte de *store of brain power* : serait-ce une banque de cerveaux productifs, au service du développement de la mère patrie ?

La *Diaspora Policy* de 2010 signale non seulement les intentions du Gouvernement, mais sert aussi à informer sur les initiatives mises en place, en faveur de l'intégration de la population non-résidente, aussi actrice du développement national de leur pays. Parmi ces initiatives l'on compte :

- des rencontres annuelles entre le gouvernement et les membres de la diaspora présents à la Dominique lors des célébrations de l'indépendance, ceci afin d'échanger, d'informer et de recevoir des suggestions ;
- des rencontres ponctuelles dans les divers pays d'accueil entre le Premier Ministre ou les Ministres du gouvernement et les citoyens non-résidents ;
- la création d'un ministère dédié aux affaires de la Diaspora ;
- la reconnaissance des membres méritants de la diaspora lors des *National Awards* ;
- l'apport de services et d'expertises par des membres de la diaspora compétents, basé sur du court terme, et selon les besoins ;

⁷ Source : *Diaspora Policy*, Gouvernement de la Dominique, 2010, page 2

- l'encouragement des membres de la diaspora à offrir leur service et à partager leur compétence ;
- La proposition de facilité fiscale pour les *returnees* et la publication d'un guide d'informations à destination de ces mêmes *returnees*.

Il est clair que pour les dirigeants du petit Etat de la Dominique, le potentiel de sa diaspora ne doit pas être sous-estimé. Ils reconnaissent et mettent en avant le rôle virtuel de lobbyiste que la diaspora joue en faveur de la Dominique dans les Pays-hôtes et à l'international.

La mise en place de réseaux sert de passerelle entre la Diaspora et les Dominicains dans des domaines pouvant stimuler le développement socio-économique. Elle encourage et entretient la participation des membres de la diaspora dans tous les aspects du développement national à travers notamment une liaison étroite avec les missions diplomatiques et consulaires ainsi que les associations diasporiques localisées à l'étranger afin d'assurer une diffusion d'informations à la communauté dominiquaise non-résidente.

Autres stratégies gouvernementales :

- le travail étroit entre le gouvernement et la Diaspora et ses organisations afin d'établir des bases de données de Dominicains qualifiés et experts selon les domaines ;
- la création de bourses pour la diaspora (*Diaspora scholarships*) ouverte aux jeunes de la diaspora en vue de soutenir des études dans des domaines stratégiques déterminés par l'intérêt national (eaux, énergie renouvelable, transport, etc.) ;
- la promotion d'offres d'emplois et de réseaux afin de faciliter des consultations et échanges entre la diaspora et des techniciens résidents dans des domaines tels que l'éducation, la santé, le tourisme, l'agriculture, le commerce, les sciences et la technologie ;
- le mandat donné à l'Université (*The Dominica State College*) pour la création d'un annuaire d'universitaires de la diaspora avec pour objectif leur implication dans la conception de nouveaux programmes académiques ;
- la collaboration avec des institutions régionales comme l'OECS et la Caricom pour le recrutement de membres qualifiés de la diaspora caribéenne.

Le gouvernement promet d'appuyer toutes initiatives provenant de la diaspora et ayant pour but de promouvoir les musiciens, danseurs, artistes et écrivains ainsi que ses festivals au sein des pays hôtes. Le gouvernement affirme qu'il encouragera aussi les membres de la diaspora à promouvoir les aspects de leur culture et traditions. Il prévoit aussi plus d'échanges entre les

écoles, les groupes culturels et la diaspora.

Il est intéressant de noter que les Indiens Caraïbes qui vivent aujourd'hui dans le *Kalinago Territory* et dont la communauté compte environ 3500 membres misent aussi sur leur propre diaspora pour un développement⁸ du territoire notamment à travers des initiatives de micro développement.

Cependant, afin de mieux appréhender le rôle de la diaspora dans le développement économique et culturel de la Dominique, nous rendons compte des résultats d'une enquête par questionnaire (2004) qui donne la parole aux Dominicains eux-mêmes, très intéressés par ce phénomène de migration humaine dans la région caraïbe⁹. La question suivante leur a été posée : Qu'attend la Dominique de ses *returnees*? Cette question fait partie d'un questionnaire qui en comporte vingt-six. Soumise à un échantillon de personnalités de l'île, soit 20 hommes et 7 femmes, représentant tous les secteurs d'activités professionnelles et culturelles ; Leurs réponses respectives renvoient à des points de vues socialement partagés, en ce début du 21^{ème} siècle .

Les réponses relatives à la représentation sociale des *returnees*, éclairent les attentes et besoins de la Dominique. Selon les sondés, la diaspora pourrait contribuer à la réduction du chômage dans le pays d'origine. Investir uniquement dans le pays d'origine en cas de réussite professionnelle, est très souvent le comportement attendu des enfants de la diaspora. Il est aussi « exigé » d'eux qu'ils construisent leur identité « résidentielle » en s'impliquant davantage dans la vie politique et culturelle de leur pays natal. Les réponses classées en deux catégories, représentations positives et représentations négatives de la diaspora, sont significatives des choix culturels et économiques pertinents à faire par les "déracinés" parce qu'ils sont propices au renforcement du lien entre identitaire et développement.

Quels sont les enseignements des représentations positives lorsque les *returnees* sont supposés : (les réponses font l'objet de citations ci-dessous):

- contribuer « *au développement du marché de l'emploi* »,
- venir avec « *des idées novatrices pour aider le développement* »,
- apporter « *leur contribution au développement national* »,
- revenir au pays avec « *de nouveaux savoir-faire, de plus grandes aptitudes* »,
- améliorer « *le niveau de vie, l'activité économique, le devenir de notre pays* »,

⁸ <http://dominicanewsonline.com/news/homepage/news/politics/kalinago-chief-candidates-speak-ideas/>

⁹ Bruce Jno-Baptiste, *La dynamique identitaire de la Dominique. Quelles stratégies pour un petit Etat caribéen anglophone*, Paris, L'Harmattan, 2008

- maîtriser « *la technologie et avoir le sens des responsabilités* »,
- nous aider « *à faire face aux défis de la globalisation* »,
- manifester « *Une volonté de s'atteler à la tâche et de faire avancer la Dominique* »,
- créer « *des emplois, assurer le développement et être des meneurs d'hommes* »,
- assurer « *l'assistance dans le développement du pays* »,
- participer au développement « *grâce à leurs connaissances et leurs expériences* »,
- renforcer « *le développement du pays en construisant leur maison, en offrant leurs services bénévolement, en s'impliquant dans quelques projets d'investissements à petite échelle* »,
- et, enfin, introduire « *de nouvelles compétences et idées dans leur pays d'origine* ».

Il semble que la représentation positive des *returnees* se fonde sur une référence identitaire caribéenne forte : les Dominicains qu'ils vivent sur ou hors du territoire de leurs ancêtres, sont avant tout des hommes et des femmes appelés à œuvrer prioritairement pour le développement culturel et économique de leur pays. L'apport national de la diaspora dans la construction identitaire et le développement économique du pays, resserre le lien entre identitaire et développement dans la région caraïbe. Un identitaire qui fait des *Englanders*, ces diasporisés des années 40 singeant les Britanniques, de véritables ressources humaines caribéennes au service du développement de leur île. Les récentes stratégies gouvernementales en rapport avec les affaires de la diaspora confirment cette représentation culturelle nouvelle du peuple dominicain diasporisé.

Les représentations négatives des *returnees* signifient-elles les contradictions et les limites d'une idéologie de l'enracinement voire de l'identitaire qui ne ferait pas fonctionner le moteur du développement depuis le pays d'accueil ? Les propos qui suivent, traduisent la tension sociale à laquelle les *returnees* doivent faire face :

- « *Qu'ils reviennent aider le pays s'ils ne sont pas trop âgés. Mais ils ont connu des problèmes d'ordre sociologique. Certains d'entre eux se sentent étrangers à leur propre pays.* »
- « *Les Dominicains ne s'intéressent qu'à l'argent. Nous pensons qu'ils viennent pour entrer en compétition avec nous. Ils nous méprisent alors que nous sommes restés pour aider le pays. Mais nous devrions attendre des investissements de leur part, comme nous en attendons des Chinois.* »
- « *Qu'ils contribuent avec plus de détermination à son développement. Nous sommes souvent déçus par eux.* »

- « *Faible pourcentage de Dominicains qui retournent au pays. Ou après une période de 2 ou 3 ans en moyenne, ils repartent compte tenu de l'absence d'investissements étrangers.* »

Trois autres réponses complètent l'image des *returnees* : elles ont l'avantage de ne s'inscrire ni dans le positif ni dans le négatif quant à la représentation sociale de ces derniers, mais dans un discours sur l'identitaire et le développement qui se veut plus lucide, plus pragmatique, plus réaliste :

- « *Ils ont plus de 60 ans. Ils construisent et versent de l'argent dans le secteur économique. Nous ne pouvons rien attendre de plus d'eux.* »
- « *Ils viennent tout juste de prendre leur retraite. Les diplômés ne reviennent pas : pas de travail, bas salaire. Nous ne pouvons pas absorber ces populations.* »
- « *Pas de projet politique avec ces personnes. Mais nous devons les encourager à revenir au pays à partir du moment où ils ont quelque chose à offrir et à partager.* »

Les représentations négatives des *returnees* conduisent à la sanction identitaire. Les limites idéologiques de la promotion du développement humain durable en Caraïbe fondée sur le rôle attribué au peuple dominicain diasporisé, sont ici données. L'identitaire doit assumer ses contradictions : le lien entre affirmation identitaire et construction identitaire de son pays d'origine se fragilise à la lecture du réel. En effet, la Caraïbe a-t-elle les moyens de retenir sa population ? Les diasporisés peuvent-ils aisément se désintéresser des conditions de leur propre développement personnel voire familial dans leur pays d'accueil et d'origine ? Autrement dit il ne suffit pas d'être fidèle à son identité d'origine. La question du mieux-être qui est au cœur de la problématique du développement de la ressource humaine dans la région caraïbe, relativise le poids de l'identitaire dans les projets économiques et culturels des petits Etats de la Caraïbe, qui comptent sur les nouveaux agents sociaux que seraient les diasporisés.

Toutefois le contexte actuel de la mondialisation culturelle et économique semble être favorable à la prise de conscience de la caribéanité. Les récentes stratégies gouvernementales en faveur de l'intégration sociale du peuple dominicain diasporisé, peuvent s'avérer pertinentes surtout lorsqu'elles modifient la représentation sociale et culturelle des nombreux Dominicains qui ont dû quitter, malgré eux, ou volontairement "L'île la plus naturelle de la Caraïbe" pour se rendre dans des pays plus porteurs de discours forts sur le bien-être de leur population. En outre, il faut souligner le rôle des nouveaux médias qui montrent au peuple dominicain diasporisé toutes les richesses naturelles et culturelles de leur île. Leurs expériences au quotidien avec les nouvelles technologies de la communication, renforcent

leur lien avec le pays d'origine. Ceux qui n'ont pas les moyens d'y retourner régulièrement ou de s'y installer, ne manquent pas de dynamiser les associations culturelles qui assurent la préservation, la valorisation et la transmission de leur patrimoine historique et culturel. Les programmes télévisés (juillet - août 2014) montrent souvent sur le petit écran des postes de télévision, les efforts des diasporisés pour rester attachés à leur drapeau national, pour contribuer au développement culturel de leur pays. Mais le lien entre culture et économie gagne à se renforcer dans les petits Etats de la Caraïbe.

Les résultats de nos travaux de recherche sur la relation entre identité et développement dans le petit Etat de la Dominique, se situe dans un contexte de crise sociale (année 2003) qui fait dire aux fonctionnaires en grève : « *L'avenir est ailleurs, il faut quitter la Dominique.* » ; mais la célébration mémorable de l'indépendance en novembre 2004, pendant laquelle la conscience collective est fortement sollicitée durant une semaine de manifestations culturelles, a peut-être encouragé les Dominicains à tenir des propos plus optimistes. En procédant, très peu de temps après la lecture médiatisée des messages de l'indépendance (novembre 2004), à une enquête par questionnaire (décembre 2004), nous avons vraisemblablement favorisé un discours fort sur la nation dominiquaise. Mais au-delà des possibles effets de contexte culturel et des sentiments identitaires avoués des Dominicains à l'égard des *returnees*, qu'en est-il de l'orientation idéologique de la nation à la lumière du discours sur la diaspora : nation soucieuse de faire découvrir dans la diversité de sa culture, la force de l'« empowerment »?

Privée de ses forces vives, la Dominique gagne à bénéficier de l'action sociale et politique des *returnees* même âgés. Ils sont les nouveaux consommateurs et agents culturels susceptibles de dynamiser la réflexion sur le devenir politique, économique et culturel du pays. Ils peuvent s'impliquer dans l'expertise et la production de ressources nouvelles, se mettant ainsi sur le même pied d'égalité que les investisseurs étrangers. Leur fort sentiment identitaire en faveur d'un développement humain durable pour leur pays, peut les rendre plus crédibles, d'autant que leurs expériences interculturelles à l'étranger leur font apprécier davantage leur environnement naturel et culturel qu'il s'agit de sauvegarder.

Toutefois il est compréhensible qu'un retour des *returnees* dans la force de l'âge, soit plus souhaitable pour la nation. Mais la question de la réadaptation au pays (mentalités, climat, infrastructures, loisirs, bas salaires, chômage...) peut être plus épineuse pour les jeunes diplômés qui envisagent une installation définitive dans le pays d'accueil. Il faut noter aussi le sentiment des *returnees* à l'égard de leur pays d'origine. Ils nous disent leur mal-

être quand ils ont le vif sentiment d'être perçus comme des « vaches à lait », et comme des *Englanders* toujours aussi arrogants.

Même si l'importance économique de la diaspora ne peut être remise en question, il semblerait que la réadaptation au pays d'origine soit encore un problème crucial. Nous pouvons citer le président de la Dominica UK Association (DUKA) qui dans la préface de l'ouvrage *Home Again, stories of migration and return (2009)*, affirme : « *J'espère que les récits aideront à se débarrasser de toute idée fausse - la supposée richesse des returnees ou même leur supposé air supérieur (...).* »

Mais que penser de l'accueil réservé aux enfants de la diaspora ? Est-il vraiment favorable à leur retour au pays ? En novembre 2009, sont enregistrés en direct sur les ondes de la radio nationale, Dominica Broadcasting Corporation (DBS), les échanges entre le premier ministre et les citoyens dominiquais de la diaspora. Emission suivie avec grand intérêt par la population. Nous avons pu relever des remarques souvent désobligeantes à l'égard des *returnees* dont les critiques concernant l'évolution des institutions paraissent infondées voire trop sévères, selon les « authentiques » Dominiquais. Considérés comme les « n'ayant plus droit à la parole » dans un pays qu'ils auraient « abandonné », les *returnees* peuvent adopter un comportement démissionnaire face aux exigences de l'identitaire, peu favorables à leur retour et au développement des petits Etats nations comme la Dominique.

Rendre plus fiable le contexte économique du pays pour encourager le retour des Dominiquais de la diaspora, habitués à un certain niveau de vie aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Canada, et ailleurs dans la Caraïbe, notamment néerlandophone (Aruba, Curaçao), francophone (Guadeloupe, Martinique) et anglophone (les îles Vierges américaines), nous semble constituer l'urgence sociale voire le véritable défi identitaire à relever.

Dans l'Editorial de l'hebdomadaire *Chronicle*, daté du 11 juillet 2014, il apparaît clairement qu'aujourd'hui les Dominiquais de la diaspora ont de plus en plus l'opportunité de participer à la vie de la Dominique de façon active et immédiate, notamment via les médias en

ligne (journaux et radio) et les agences de transferts d'argent présentes sur l'île (Money Gram, Western Union). Néanmoins, la participation des membres de la diaspora aux forums et émissions radiophoniques locales sont très révélatrices des contradictions qui existent dans la relation qu'entretient la Dominique et sa diaspora. D'un côté cette relation laisse transparaître une forte fierté nationale car tous veulent identifier en tout premier lieu la Dominique comme leur patrie quel que soit leur lieu de résidence et ensuite affirmer le droit de participer dans les affaires du pays, plus particulièrement dans le domaine de la politique. D'un autre côté, une telle participation peut paraître, pour beaucoup de ceux qui sont restés, les *stayed behind*, déloyale. En effet, ces derniers se demandent si les diasporisés maîtrisent vraiment la réalité des problématiques sociale, politique et économique locales souvent décrites qu'à travers les médias fréquemment critiqués pour leur sensationnalisme ou les discours des politiciens à des fins pour le moins douteuses pour beaucoup.

Quels en sont les effets directs sur le développement de la Dominique ? Les personnes qui voudraient s'impliquer dans le développement du pays pourraient ne pas franchir le pas, effrayées par les informations limitées dont ils jouissent. Les médias ont donc un rôle à jouer dans l'image qu'elles peuvent relayer à l'international et donc à la diaspora.

En période électorale, une autre contradiction dans la relation entre la Dominique et la diaspora se fait jour : est-ce que les citoyens dominiquais résidant à l'étranger devraient participer à tout le processus politique local, comme ils le font déjà dans les débats populaires ? Est-ce que la constitution devrait être amendée pour limiter l'implication de la diaspora dans les affaires nationales ? Quand et comment est-il acceptable que ceux vivant à l'étranger fassent partie ou non de la nation ?

Durant la saison carnavalesque 2014, *Invest Dominica Authority* et AID Bank ont organisé un forum sur l'investissement ayant pour cible les Dominicains qui ont réussi à l'étranger mais qui désirent s'impliquer dans le développement ou qui veulent retourner et

travailler à la Dominique. Cette stratégie récente gouvernementale renforce la nouvelle représentation culturelle de la diaspora dominiquaise, considérée comme l'un des moteurs du développement économique de l'île. L'image de la fuite alarmante des cerveaux qui signifie la perte du capital intellectuel du pays et l'ossature de tout progrès sociopolitique devient moins dramatique. Cette image faisant désormais partie des conditions incontournables du développement du pays.

Il nous importe de conclure en insistant sur la nécessité stratégique d'inviter les peuples d'ici et d'ailleurs à questionner les limites de tout discours identitaire qui fait fi de la distance idéologique entre théorie énoncée et récits de vie. Il y a une exigence de pensée qui recommande de faire alterner le modèle et le réel, la théorie et l'expérience.

Proposer aux *returnees* de jouer un rôle actif dans le développement de leur pays, peut s'inscrire dans une stratégie identitaire favorable à leur ré-enracinement. Nous savons que la contribution des *returnees* au développement économique et culturel de leur pays, pose la question de l'errance identitaire qui fait de l'humain un être de partout et de nulle part à la fois), mais qui autorise cependant l'exploitation du champ des identifications possibles et d'une identité potentiellement plus riche. Il n'est plus question de cultiver chez les *returnees* la crainte d'être rejetés. Il s'agit de les accompagner dans leur quête identitaire afin de les aider à penser le pays tant aimé de façon solidaire.

La perspective de recherche que nous proposent la critique post-coloniale et notre région de prédilection, la Caraïbe, nous permet d'interroger la symbiose entre mondialisation et diversité lorsque la culture joue dans cette rencontre un rôle de catalyseur. La mondialisation généralement perçue comme menaçante pour le système de valeurs des sociétés, et la diversité nécessairement frappée de refondation conceptuelle au 21^{ème} siècle, ne deviennent-elles pas les deux références identitaires incontournables pour penser le monde d'aujourd'hui et de demain ?

En quoi les Caraïbes insulaires, hispanophone, anglophone, francophone, néerlandophone et créolophone sont-elles porteuses de solutions voire de stratégies pour tisser le lien durable entre identité et développement ? Question permanente, au cœur des préoccupations des peuples qui revendiquent aujourd'hui, aux yeux du monde, leur droit de vivre dignement au pays.

Bibliographie

Government of the Commonwealth of Dominica, *Budget Address for the fiscal year 2013/2014. Presented by Hon. Roosevelt Skerrit, Prime Minister and Minister of Finance.* July 2013

Government of the Commonwealth of Dominica, *Diaspora Policy*, 2010

Government of the Commonwealth of Dominica, *Directory of Dominican overseas associations 2012-2013*, 2013

Jno-Baptiste Bruce, *La dynamique identitaire de la Dominique. Quelles stratégies pour un petit Etat caribéen anglophone*, Paris, L'Harmattan, 2008

Maldonado R., Hayem M., *Remittances to Latin America and the Caribbean in 2013: Still Below Pre-Crisis Levels*, FOMIN, 2014

Sorhaindo Celia, Patullo Polly, *Home again, stories of migration and return*. London, Papillote Press, 2009

World Bank Dominica GSPTA Project: Development of Investment Strategy and Action Plan for the Invest Dominica Authority. National Investment Strategy and Action Plan July 2010,
Nathan Associates Inc. Emerging Market Economics, 2010